



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 36 du 7 août 2009

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :

www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr

aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 10 août 2009

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES	794
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	794
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES.....	794
Bureau du management stratégique des services de l'Etat et des affaires financières.....	794
Arrêté n° 09.BMSSE.120 du 6 août 2009 accordant délégation de pouvoirs à M. Marc DERROY, directeur de l'agence de l'office national des forêts de Meurthe-et-Moselle	794
Arrêté n° 09.BMSSE.121 du 6 août 2009 accordant délégation de signature à Mme Hélène DURAND, chef du service des ressources humaines et des moyens.....	794
Arrêté n° 09.BMSSE.122 du 6 août 2009 accordant délégation de signature à M. Jean-Philippe MORETAU, chef du service de la navigation du Nord-Est pour les avis à la batellerie	796
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	796
DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES DE STRASBOURG.....	796
Centre de détention de Toul - Décision du 10 juillet 2009 portant délégation de signature pour des décisions administratives individuelles (catégories A)	796
Centre de détention de Toul - Décision du 10 juillet 2009 portant délégation de signature pour des décisions administratives individuelles (tableau des catégories A)	796
Centre de détention de Toul - Décision du 9 juillet 2009 portant délégation de signature pour des décisions administratives individuelles (officiers et 1 ^{ers} surveillants)	797
Centre de détention de Toul - Décision du 9 juillet 2009 portant délégation de signature pour des décisions administratives individuelles (tableau des officiers).....	798
DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST	798
Secrétariat général - Cellule juridique	798
Arrêté n° 2009/DIR-Est/SG/CJ/54-03 du 27 juillet 2009 portant subdélégation de signature par M. Georges TEMPEZ, directeur interdépartemental des routes - Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'Etat devant les juridictions civiles, pénales et administratives	798
Division d'exploitation de Metz.....	801
Extrait de l'arrêté n° 2009-DIR-Est-M-54-043 en date du 20 juillet 2009 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de raccordement de la déviation de Saint-Clément à la 2x2 voies existante, RN 59 (PR 7+700 au PR 3+300).....	801
Extrait de l'arrêté n° 2009-DIR-Est-M-54-049 en date du 4 août 2009 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de fauchage sur la RN 52	802
Extrait de l'arrêté n° 2009-DIR-Est-M-54-050 en date du 4 août 2009 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de pose d'un gabarit sur A 330 ouvrage N° 040	803
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES.....	805
Arrêté du 2 juillet 2009 portant subdélégation de signature de l'ordonnateur secondaire	805
Arrêté du 3 août 2009 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Daniel BOUFFIER, directeur départemental des affaires sanitaires et sociales	805
Arrêté du 4 août 2009 portant subdélégation de signature de l'ordonnateur secondaire	806
Service solidarité - autonomie	807
Extrait de l'arrêté 2009 DDASS / SSA / n° 211 – DISAS / DIRECTION PA/PH n° 295 du 30 juillet 2009 portant autorisation au centre communal d'action sociale de Jarville de procéder à l'extension de la capacité d'accueil de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes « Le Haut du Bois » à Jarville par la création de 5 places d'hébergement permanent	807
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE	807
Service aménagement durable, urbanisme, risques	807
Commune d'Igney - Extrait de l'arrêté n° 2009/DDEA54/ADUR/030 du 24 juillet 2009 - Approbation de la carte communale en application de l'article R. 124-7 du code de l'urbanisme	807
DIRECTION DES ARCHIVES DEPARTEMENTALES.....	807
Arrêté du 3 août 2009 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de Mme Hélène SAY, directrice des archives départementales.....	807
SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	808
Arrêté du 31 juillet 2009 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Alexander ENTZER, chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine de Meurthe-et-Moselle par intérim	808
AVIS ET COMMUNICATIONS.....	808
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	808
SERVICE DES RESSOURCES HUMAINES ET DES MOYENS.....	808
Bureau des ressources humaines et financières.....	808
Avis de recrutement sans concours de deux adjoints administratifs de 2 ^{ème} classe de l'intérieur et de l'outre-mer du 3 août 2009	808
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	809
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE	809
Service aménagement durable, urbanisme, risques	809
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 8696 du 5 août 2009 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Lunéville	809
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 27357 du 7 août 2009 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Lunéville	809
AUTRES SERVICES	809
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY.....	809
Avis de concours interne sur titres de cadre de santé - filière infirmière - du 3 août 2009	809
Avis de concours externe sur titres de cadre de santé - filière infirmière - du 3 août 2009.....	809
Avis de concours interne sur titres de cadre de santé - filière médico-technique - du 3 août 2009	810
CENTRE HOSPITALIER RAVENEL DE MIRECOURT.....	810
Avis de concours sur titres de 16 postes de cadre de santé du 3 août 2009	810

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES***Bureau du management stratégique des services de l'Etat et des affaires financières*

Arrêté n° 09.BMSSE.120 du 6 août 2009 accordant délégation de pouvoirs à M. Marc DEROY, directeur de l'agence de l'office national des forêts de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code forestier et les décrets n° 79-113 et 79-114 du 25 janvier 1979 portant révision du code forestier ;
VU la loi du 28 pluviôse an VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;
VU la loi n° 64-1278 du 23 décembre 1964 article 1er (article L.121- 1 du code forestier) créant l'Office National des Forêts ;
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
VU le décret n° 65-1065 du 7 décembre 1965 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 1er de la loi précitée ;
VU le décret n° 2003-539 du 20 juin 2003 portant diverses dispositions relatives à l'Office National des Forêts et modifiant le code forestier ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU le décret du président de la République en date du 3 juillet 2009 nommant M. Dominique BELLION préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU la décision du directeur général de l'office national des forêts en date du 24 décembre 2008, nommant M. Marc DEROY, directeur de l'agence de l'office national des forêts de Meurthe-et-Moselle, à compter du 1^{er} janvier 2009 ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1^{er} : Délégation de pouvoirs est donnée à M. Marc DEROY, directeur de l'agence de l'office national des forêts de Meurthe-et-Moselle, dans la limite des attributions et compétences transférées à cet établissement public, à l'effet de signer les décisions suivantes pouvant être prises le département de Meurthe-et-Moselle :

- Autorisation de vente ou d'échange de la quantité de bois tant de chauffage que de construction réservée en faveur des régions, des départements, des communes et sections de communes, des établissements publics, et des établissements d'utilité publique, des sociétés mutualistes et des caisses d'épargne, lors des ventes de coupes et produits de coupes de ces organismes (art. L 144-3 et R 144-5 du code forestier)
- Déclaration de la déchéance de la vente de coupes ou produits de coupes à l'encontre de l'acheteur qui n'a pas fourni les cautions exigées dans le délai prescrit (L 134-5 et R 134-3 du code forestier)

Article 2 : L'arrêté préfectoral N° 09.BMSSE.104 du 27 juillet 2009 accordant délégation de pouvoirs à M. Marc DEROY, directeur de l'agence de l'office national des forêts de Meurthe-et-Moselle, est abrogé.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Marc DEROY, directeur de l'agence de l'office national des forêts de Meurthe-et-Moselle, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à M. le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.
Nancy, le 6 août 2009

Le préfet,
Dominique BELLION

Arrêté n° 09.BMSSE.121 du 6 août 2009 accordant délégation de signature à Mme Hélène DURAND, chef du service des ressources humaines et des moyens

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée, relative à l'administration territoriale de la République ;
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU le décret du président de la République en date du 3 juillet 2009 nommant M. Dominique BELLION préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU l'arrêté préfectoral du 2 décembre 2005 modifiant l'organisation des services de la préfecture selon la Directive Nationale d'Orientation ;
VU l'arrêté du SGAR n° 2009-337 du 23 juillet 2009 portant délégation de signature en faveur de M. Dominique BELLION relative à la gestion logistique des formations organisées dans la Meurthe-et-Moselle ;
VU la décision préfectorale du 11 décembre 2007 nommant Mme Hélène DURAND, chef du service des ressources humaines et des moyens à compter du 7 janvier 2008 ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1^{er} : Délégation de signature est donnée à Mme Hélène DURAND, attachée principale, à l'effet de signer :

- 1) Bureau des ressources humaines et financières :
 - a) tous actes et documents n'entraînant ni avis ni décision ;
 - b) les actes et documents constituant une décision pour les attributions suivantes :
 - la gestion du personnel titulaire et contractuel relevant du ministère de l'intérieur et affecté en préfecture, dans les sous-préfectures et les juridictions administratives ;
 - les arrêtés portant octroi de congés de maladie, congés de maternité et accidents du travail sur présentation des certificats médicaux réglementaires ;
 - les procès-verbaux de la commission départementale de réforme des fonctionnaires de l'Etat concernant les agents de la préfecture et des sous-préfectures ;
 - le secrétariat et la préparation des travaux du comité technique paritaire et des commissions administratives paritaires, ainsi que du comité d'hygiène et de sécurité ;
 - l'organisation locale des concours et des recrutements du personnel ;
 - la paie et les rémunérations accessoires (liquidation, liaison-rémunération) ;
 - le recrutement des agents contractuels occasionnels ;
 - dans le domaine de la formation : au titre des BOP 108, 216 et 148, tous actes et documents relatifs à la gestion logistique (transport, hébergement, frais de déplacement) des personnels administratifs, techniques et de service de la préfecture et des sous-préfectures placés

sous l'autorité du préfet de Meurthe-et-Moselle, ainsi que des formateurs intervenant dans le département, à l'exclusion des décisions portant sur l'organisation et le contenu des formations ;

c) les documents et pièces comptables se rapportant aux crédits de rémunération et de fonctionnement de l'administration préfectorale dont le bureau assure la responsabilité de gestion ;

d) le budget déconcentré de la préfecture (préparation, exécution, contrôle des centres de responsabilité) ;

e) les bons de commandes et factures pour des sommes ne dépassant pas 1.500 € ;

f) la tenue des inventaires du mobilier, des bureaux et des résidences.

2) Service départemental d'action sociale :

tous les actes et documents constituant une décision dans les matières suivantes :

- la gestion de l'action sociale du ministère de l'Intérieur (ordonnancement secondaire) ;

- le secrétariat permanent de la commission départementale d'action sociale ;

- le logement des fonctionnaires.

3) Bureau de la logistique et de l'immobilier :

a) tous actes et documents n'entraînant ni avis, ni décision pour les attributions suivantes :

- la gestion centrale du courrier ;

- l'archivage ;

- le recueil des actes administratifs ;

- maintenance technique des installations ;

- entretien des immeubles administratifs, des résidences et des espaces verts ;

- la reprographie ;

- la gestion et la maintenance du patrimoine immobilier (acquisitions, travaux, maintenance) ;

- les projets de restructuration immobilière pour la préfecture et les sous-préfectures.

b) tous documents et pièces comptables se rapportant aux frais postaux dont le bureau de la logistique et de l'immobilier assure la responsabilité de gestion.

c) tous les documents et pièces comptables se rapportant aux crédits de fonctionnement de l'administration préfectorale dont le bureau de la logistique et de l'immobilier assure la responsabilité de gestion.

d) les bons de commandes et factures pour des sommes ne dépassant pas 1500 euros.

4) Service Départemental des Systèmes d'Information et de Communication (SDSIC) :

a) tous actes et documents n'entraînant ni avis ni décision dans les matières suivantes :

- permanence des liaisons gouvernementales ;

- analyse et développement de projets applicatifs locaux et des sites web (Intranet, Internet, Système d'information territorial : SIT) ;

- gestion technique des matériels et des réseaux ;

- assistance bureautique, gestion administrative des matériels et logiciels ;

- standard.

b) les bons de commandes et factures pour des sommes ne dépassant pas 1500 euros.

Article 2 : Les délégations visées à l'article 1 ci-dessus peuvent également être exercées, dans le domaine de responsabilité de leur bureau, par les agents désignés ci-après :

Bureau des ressources humaines et financières :

- Mme Frédérique BELLO-LAPANNE, attachée, chef du bureau

- Mlle Anne PIERRE, attachée

- M. Dimitri BOCQUET, attaché

- M. David ANDRE, secrétaire administratif de classe supérieure

- Mme Lydia ANCEL, secrétaire administrative de classe normale

- Mme Valérie HOFFART, adjoint administratif principal de 2^{ème} classe, uniquement pour les procès-verbaux de la commission départementale de réforme des fonctionnaires de l'Etat concernant les agents de la préfecture et des sous-préfectures.

Service départemental d'action sociale :

- M. Hervé FROMENT, secrétaire administratif de classe supérieure, chef du service.

Bureau de la logistique et de l'immobilier :

- Mme Françoise REPOSEUR, attachée principale, chef du bureau

En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée à :

- M. Didier WITTIG, contrôleur des services techniques de classe normale, contrôleur de travaux

- M. Denis LAPOINTE, maître ouvrier principal, uniquement pour ce qui concerne la signature des bons de commande de petits équipements et pour des sommes ne dépassant pas 500 €.

Service Départemental des Systèmes d'Information et de Communication (SDSIC) :

- M. Lionel THIEBAULT, inspecteur des Systèmes d'Information et de Communication, chef du service.

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Hélène DURAND, délégation de signature est donnée à Mme Frédérique BELLO-LAPANNE, chef du bureau des ressources humaines et financières, à l'effet de signer les affaires visées à l'article 1^{er} du présent arrêté à l'exception du 4^{ème}, et à M. Lionel THIEBAULT, chef du service départemental des systèmes d'information et de communication, à l'effet de signer les affaires visées à l'article 1 – 4^{ème}.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Frédérique BELLO-LAPANNE, la délégation est dans les mêmes conditions donnée à Mlle Anne PIERRE, adjointe au chef du BRHM, chargée du budget. A défaut, la délégation est, dans les mêmes conditions, donnée à Mme Françoise REPOSEUR, chef du bureau de la logistique et de l'immobilier.

Article 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Lionel THIEBAULT, délégation de signature est donnée à M. Pierre CAMAILLE, contrôleur principal des systèmes d'information et de communication, à l'effet de signer les affaires visées à l'article 1 – 4^{ème}.

Article 5 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le préfet, les correspondances adressées :

1) à la présidence de la République et au Premier Ministre,

2) aux ministres,

3) aux parlementaires,

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

4) au préfet de Région et au président du Conseil Régional,

5) au président du Conseil Général,

6) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

Article 6 : L'arrêté préfectoral N° 09.BMSSE.86 du 27 juillet 2009 accordant délégation de signature à Mme Hélène DURAND, chef du service des ressources humaines et des moyens, est abrogé.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Hélène DURAND, chef du service des ressources humaines et des moyens, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à M. le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 6 août 2009

Le préfet,
Dominique BELLION

Arrêté n° 09.BMSSE.122 du 6 août 2009 accordant délégation de signature à M. Jean-Philippe MORETAU, chef du service de la navigation du Nord-Est pour les avis à la batellerie

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi du 28 pluviôse an VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n°73-912 modifié du 21 septembre 1973 portant règlement général de la police de la navigation intérieure ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 45 ;

VU le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

VU le décret du président de la République en date du 3 juillet 2009 nommant M. Dominique BELLION préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté du ministère, des transports, de l'équipement du Tourisme et de la Mer en date du 11 octobre 2005 nommant Monsieur Jean-Philippe MORETAU, ingénieur des ponts et chaussées, chef du service de la navigation du Nord-Est à compter du 2 novembre 2005 ;

VU la circulaire n°00159 du ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales en date du 5 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1^{er} : Délégation de signature est donnée à M. Jean-Philippe MORETAU, chef du service de la navigation du Nord-Est, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions, les avis à la batellerie pour le département de la Meurthe-et-Moselle :

- diffusion des modifications des conditions d'exploitation à caractère permanent (modification du ou des Règlements Particuliers de Police)

- dérogation temporaire Règlement Particulier de Police ou Règlement Général de Police

- prescriptions de portée générale (économie d'eau)

- événements sensibles

- annonce d'arrêts ou de prescription importants, connus à l'avance et de portée limitée (regroupement, réduction d'enfoncement...)

- arrêts de navigation - décision immédiate qui fait suite à un événement imprévisible

- restriction localisée

- avis à vigilance

- information sur tous types d'événements avec ou sans restriction de circulation et/ou de gabarit (décisions prises par Voies Navigables de France relatives aux horaires de navigation et aux chômages...).

Article 2 : M. Jean-Philippe MORETAU, chef du service de la navigation du Nord-Est, définit, par arrêté pris au nom du préfet, la liste de ses subordonnés habilités à signer les avis à la batellerie.

Article 3 : L'arrêté préfectoral N° 09.BMSSE.114 du 27 juillet 2009, accordant délégation de signature à M. Jean-Philippe MORETAU, chef du service de la navigation du Nord-Est, pour les avis à la batellerie, est abrogé.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Jean-Philippe MORETAU, chef du service de la navigation du Nord-Est, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à M. le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 6 août 2009

Le préfet,
Dominique BELLION

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES DE STRASBOURG

Centre de détention de Toul - Décision du 10 juillet 2009 portant délégation de signature pour des décisions administratives individuelles (catégories A)

Le directeur du centre de détention de Toul,

Vu le décret n° 2006-337 du 21 mars 2006 modifiant le code de procédure pénale et relatif aux décisions prises par l'administration pénitentiaire,

Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles R57-8 et R57-8-1,

DECIDE

Article 1^{er} : Délégation permanente est donnée à Monsieur Olivier PIPINO, Directeur adjoint, aux fins de signer au nom du directeur du centre de détention de Toul, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 2 : Délégation permanente est donnée à Monsieur COLLIGNON Patrick, Directeur adjoint, aux fins de signer au nom du directeur du centre de détention de Toul, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 3 : Délégation permanente est donnée à Monsieur François SCHMITT, Attaché d'administration, aux fins de signer au nom du directeur du centre de détention de Toul, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 4 : Délégation permanente est donnée à Monsieur Patrick WERNER, Directeur technique, aux fins de signer au nom du directeur du centre de détention de Toul, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Toul, le 10 juillet 2009

Pour le directeur,
Le directeur adjoint par intérim,
Olivier PIPINO

Centre de détention de Toul - Décision du 10 juillet 2009 portant délégation de signature pour des décisions administratives individuelles (tableau des catégories A)

Le directeur du centre de détention de Toul

donne délégation de signature, en application du code de procédure pénale (articles R57-8 et R57-8-1), aux personnes désignées et pour des décisions administratives individuelles ci-dessous :

Décisions administratives individuelles visées dans la partie réglementaire du code de procédure pénale	Code procédure pénale	Directeur adjoint	Directeur adjoint	Attaché d'administ.	Directeur technique
Répartition des détenus	Art D 91	X	X		
Engagement de poursuites disciplinaires	Art D 250-1	X	X		
Désignation d'un interprète lors de la commission de discipline pour les détenus qui ne comprennent pas ou ne parlent pas la langue française	Art D 250-4	X	X		

Dispense d'exécution, suspension ou fractionnement des sanctions disciplinaires	Art D 251-8	X	X		
Autorisation d'entrée ou de sortie d'argent, correspondance ou objet en détention	Art D 274	X	X		
Décision des fouilles des détenus	Art D 275	X	X		
Autorisation d'accès à l'établissement	Art R57-8-1 D 277	X	X	X	X
Placement à l'isolement pour une durée maximum de 3 mois et 1 ^{ère} prolongation, levée d'isolement, rapport motivé pour les décisions relevant de la compétence du DISP ou observations pour les décisions relevant de la compétence du ministre de la justice, désignation d'un interprète lorsque les détenus ne parlent pas le français	Art R.57-8-1 D 283-1-5 D 283-2-1 D 283-2-2	X	X	X	
Placement provisoire à l'isolement	R 57-9-10	X	X		
Emploi des moyens de contrainte à l'encontre d'un détenu	Art D 283-3	X	X	X	
Autorisation pour les condamnés d'opérer un versement à l'extérieur à partir de la part disponible de leur compte nominatif	Art D 330	X	X	X	
Autorisation pour un détenu de retirer des sommes de son livret de Caisse d'Epargne	Art D 331	X	X	X	
Retenue sur part disponible du compte nominatif des détenus en réparation de dommages matériels causés	Art D 332	X	X	X	
Autorisation de remise à un tiers désigné par le détenu d'objets appartenant au détenu qui ne peuvent être transférés en raison de leur volume ou de leur poids	Art D 340	X	X	X	
Autorisation d'accès à l'établissement pénitentiaire des personnels hospitaliers non titulaires d'une habilitation	Art D 389	X	X		
Autorisation d'accès à l'établissement pénitentiaire aux personnes intervenant dans le cadre d'actions de prévention et d'éducation pour la santé	Art D 390	X	X		
Autorisation d'accès à l'établissement pénitentiaire aux personnels des structures spécialisées de soins intervenant dans le cadre de la prise en charge globale des personnes présentant une dépendance à un produit licite ou illicite	Art D 390-1	X	X		
Délivrance des permis de visite des condamnés, y compris lorsque le visiteur est un avocat, un auxiliaire de justice ou un officier ministériel (octroi et retrait)	Art D 403 D 401 D 411	X	X	X	
Décision que les visites auront lieu dans un parloir avec dispositif de séparation	Art D 405	X	X	X	
Interdiction pour des détenus condamnés de correspondre avec des personnes autres que leur conjoint ou leur famille	Art D 414	X	X		
Autorisation pour les détenus d'envoyer de l'argent à leur famille	Art D 421	X	X	X	
Autorisation pour les détenus de recevoir des subsides de personnes non titulaires d'un permis permanent de visite	Art D 422	X	X	X	
Autorisation pour un détenu de recevoir des colis de linge et de livres brochés	Art D 423	X	X	X	
Autorisation pour des ministres du culte extérieurs de célébrer des offices ou prêches	Art D 435	X	X	X	
Autorisation d'animation d'activités organisées pour les détenus par des personnes extérieures	Art D 446	X	X		
Désignation des détenus autorisés à participer à des activités	Art D 446	X	X	X	
Autorisation pour un détenu de participer à des activités culturelles ou socio-culturelles ou à des jeux excluant toute idée de gain	Art D 448	X	X		
Autorisation de recevoir des cours par correspondance autres que ceux qui sont organisés par l'éducation nationale	Art D 454	X	X		
Refus opposé à un détenu de se présenter aux épreuves écrites ou orales d'un examen organisé dans l'établissement	Art D 455	X	X		
Interdiction à un détenu de participer aux activités sportives pour des raisons d'ordre et de sécurité	Art D 459-3	X	X	X	
Présidence de la commission de discipline et pouvoir de prononcer une sanction disciplinaire en commission de discipline ainsi que de prononcer un sursis en cours d'exécution de la sanction	Art D 250 D 251-6	X	X		
Placement à titre préventif en cellule disciplinaire	Art R 57-9-10 D 250-3	X	X	X	

Toul, le 10 juillet 2009

Pour le directeur,
Le directeur adjoint par intérim,
Olivier PIPINO

Centre de détention de Toul - Décision du 9 juillet 2009 portant délégation de signature pour des décisions administratives individuelles (officiers et 1^{ers} surveillants)

Le directeur du centre de détention de Toul,

Vu le décret n° 2006-337 du 21 mars 2006 modifiant le code de procédure pénale et relatif aux décisions prises par l'administration pénitentiaire,
Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles R57-8 et R57-8-1,

D E C I D E

Article 1^{er} : Délégation permanente est donnée à Monsieur Eric MARKO, Lieutenant assurant les fonctions de chef de détention, aux fins de signer au nom du directeur du centre de détention de Toul, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 2 : Délégation permanente est donnée à Messieurs les officiers suivants :

- M. ANSTETT Guy, commandant
- M. PETITJEAN Didier, capitaine
- M. BIZET Aymeric, lieutenant
- M. ROBET Philippe, capitaine
- M. CHRISTOPH Claude, lieutenant

aux fins de signer au nom du directeur du centre de détention de Toul, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 3 : Délégation permanente est donnée à Messieurs les personnels d'encadrement et d'application suivants :

- M. MULLER Patrick, 1^{er} surveillant
- M. BERNARD Fabrice, 1^{er} surveillant
- M. DEMANGE Damien, 1^{er} surveillant
- M. GRELOT Eric, 1^{er} surveillant
- M. POIRSON Gérard, 1^{er} surveillant
- M. ZEHREN Christophe, 1^{er} surveillant
- M. ROBERT Pascal, major
- M. CARBONI Jean-Raymond, 1^{er} surveillant
- M. FLORENTIN Laurent, 1^{er} surveillant
- M. SIMONIN Thierry, 1^{er} surveillant
- M. KENTZINGER Franck, 1^{er} surveillant

aux fins de signer au nom du directeur du centre de détention de Toul, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Toul, le 9 juillet 2009

Pour le directeur,
Le directeur adjoint par intérim,
Olivier PIPINO

Centre de détention de Toul - Décision du 9 juillet 2009 portant délégation de signature pour des décisions administratives individuelles (tableau des officiers)

Le directeur du centre de détention de Toul

donne délégation de signature, en application du code de procédure pénale (articles R57-8 et R57-8-1), aux personnes désignées et pour des décisions administratives individuelles ci-dessous :

Décisions administratives individuelles visées dans la partie réglementaire du code de procédure pénale	Code procédure pénale	Chef de détention	Officiers	Majors et Premiers surveillants
Répartition des détenus	Art D 91	X	X	X
Décision des fouilles des détenus	Art D 275	X	X	X
Emploi des moyens de contrainte à l'encontre d'un détenu	Art D 283-3	X	X	X
Placement à titre préventif en cellule disciplinaire	Art R 57-9-10 D 250-3	X	X	X
Présidence de la commission de discipline et pouvoir de prononcer une sanction disciplinaire en commission de discipline ainsi que de prononcer un sursis en cours d'exécution de la sanction	Art D 250 D 251-6	X		
Autorisation d'entrée ou de sortie d'argent, correspondance ou objet en détention	Art D 274	X		

Toul, le 9 juillet 2009

Pour le directeur,
Le directeur adjoint par intérim,
Olivier PIPINO

DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST

Secrétariat général - Cellule juridique

Arrêté n° 2009/DIR-Est/SG/CJ/54-03 du 27 juillet 2009 portant subdélégation de signature par M. Georges TEMPEZ, directeur interdépartemental des routes - Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'Etat devant les juridictions civiles, pénales et administratives

Le directeur de la direction interdépartementale des routes - Est,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté portant délégation de signature n° 09.BMSSE.115 du 27 juillet 2009, pris par Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle, au profit de Monsieur Georges TEMPEZ, en sa qualité de directeur interdépartemental des routes – Est ;

SUR proposition de Monsieur le secrétaire général de la direction interdépartementale des routes – Est ;

A R R E T E

Article 1^{er} : En ce qui concerne le département de Meurthe-et-Moselle, subdélégation de signature est accordée par Monsieur Georges TEMPEZ, directeur interdépartemental des routes – Est, au profit des agents désignés sous les articles 2 à 6 du présent arrêté, à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions, les décisions suivantes :

Code	Nature des délégations	Textes de référence
	A - Police de la circulation	
	Mesures d'ordre général	
A.1	Interdiction et réglementation de la circulation à l'occasion de travaux routiers.	Art. R 411-5 et R 411-9 du CDR
A.2	Police de la circulation (hors autoroute) (hors travaux).	
A.3	Délivrance des permis de stationnement hors agglomération. Avis sur les permis de stationnement délivrés par les maires en agglomération.	Art. L 113-2 du code de la voirie routière
	Circulation sur les autoroutes	
A.4	Police de la circulation sur les autoroutes (hors travaux).	Art. R 411-9 du CDR
A.5	Autorisation de circulation de matériels de travaux publics sur autoroute.	Art. R 421-2 du CDR
A.6	Dérogation temporaire ou permanente aux règles d'interdiction d'accès aux autoroutes non concédées (et voies express) à certains matériels et au personnel nécessaires à l'exécution de travaux et appartenant à la DIR-Est, à d'autres services publics ou à des entreprises privées	Art. R 432-7 du CDR

	Signalisation	
A.7	Désignation des intersections dans lesquelles le passage des véhicules est organisé par des feux de signalisation lumineux ou par une signalisation spécifique.	Art. R 411-7 du CDR
A.8	Autorisation d'implantation de signaux d'indication pour les associations et organismes sans but lucratif.	Art. R 418-3 du CDR
A.9	Dérogation à l'interdiction de publicité sur aires de stationnement et de service.	Art. R 418-5 du CDR
	Mesures portant sur les routes classées à grande circulation	
A.10	Délimitation du périmètre des zones 30 sur les routes à grande circulation.	Art. R 411-4 du CDR
A.11	Avis sur arrêtés du maire pris en application de l'alinéa 2 de l'article R 411-8 du code de la route lorsqu'ils intéressent une route classée à grande circulation.	Art. R 411-8 du CDR
	Barrière de dégel - Circulation sur les ponts - Pollution	
A.12	Établissement et réglementation des barrières de dégel sur les routes nationales, et autorisation de circuler malgré une barrière de dégel.	Art. R 411-20 du CDR
A.13	Réglementation de la circulation sur les ponts.	Art. R 422-4 du CDR
	B - Police de la conservation du domaine public et répression de la publicité	
B.1	Commissionnement des agents de l'équipement habilités à dresser procès verbal pour relever certaines infractions à la police de conservation du domaine public routier et certaines contraventions au code de la route.	Art. L 116-1 et s. du code voirie routière, et L.130-4 code route. Arrêté du 15/02/1963
B.2	Répression de la publicité illégale.	Art. R 418-9 du CDR
	C - Gestion du domaine public routier national	
C.1	Permissions de voirie.	Code du domaine de l'État - Article R53
C.2	Permission de voirie : cas particuliers pour : - les ouvrages de transport et de distribution d'énergie électrique - les ouvrages de transport et distribution de gaz - les ouvrages de télécommunication - la pose de canalisation d'eau, de gaz, d'assainissement.	Code de la voirie routière – Articles L113.2 à L113.7 et R113.2 à R113.11, Circ. N° 80 du 24/12/66, Circ. N° 69-11 du 21/01/69 Circ. N° 51 du 09/10/68
C.3	Pour les autorisations concernant l'implantation de distributeurs de carburants ou de pistes d'accès aux distributeurs sur le domaine public et sur terrain privé.	Circ. TP N° 46 du 05/06/56 - N° 45 du 27/03/58, Circ. interministérielle N° 71-79 du 26/07/71 et N° 71-85 du 26/08/71, Circ. TP N° 62 du 06/05/54 – N° 5 du 12/01/55 - N° 66 du 24/08/60 - N° 60 du 27/06/61, Circ. N° 69-113 du 06/11/69, Circ. N° 5 du 12/01/55, Circ. N° 86 du 12/12/60
C.4	Délivrance, renouvellement et retrait des autorisations d'emprunt ou de traversées à niveau des routes nationales par des voies ferrées industrielles.	Circ. N° 50 du 09/10/68
C.5	Dérogations interdisant la pose, à l'intérieur des emprises des autoroutes, de canalisations aériennes ou souterraines longitudinales.	Code de la voirie routière – Article R122.5
C.6	Approbation d'opérations domaniales.	Arrêté du 04/08/48 et Arrêté du 23/12/70
C.7	Délivrance des alignements et reconnaissance des limites des routes nationales.	Code de la voirie routière – Articles L112.1 à L 112.7 et R112.1 à R112.3
C.8	Conventions relatives à la traversée du domaine public autoroutier non concédé par une ligne électrique aérienne.	Décret N° 56.1425 du 27/12/56, Circ. N° 81-13 du 20/02/81
C.9	Convention de concession des aires de services.	Circ. N° 78-108 du 23/08/78, Circ. N° 91-01 du 21/01/91, Circ. N° 2001-17 du 05/03/01
C.10	Convention d'entretien et d'exploitation entre l'Etat et un tiers.	
C.11	Avis sur autorisation de circulation pour les transports exceptionnels et pour les ensembles de véhicules comportant plus d'une remorque.	Art.8 arr. 4 mai 2006
C.12	Signature des transactions : protocoles d'accord amiable pour le règlement des dégâts au domaine public routier, des dommages de travaux public, des défauts d'entretien et des accidents de la circulation.	Article 2044 et suivants du code de procédure civile
C.13	Autorisation d'entreprendre les travaux.	Arrêté préfectoral pris en application de la circulaire modifiée n° 79-99 du 16 octobre 1979 relative à l'occupation du domaine public routier national
	D - Représentation devant les juridictions	
D.1	Coordination et représentation de l'Etat dans les procédures d'expertises judiciaires sur les parties du réseau routier national de leur ressort.	Circulaire du 23 janvier 2007 du Ministre des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer
D.2	Actes de plaidoirie et présentation des observations orales prononcées au nom de l'Etat devant les juridictions civiles, pénales et administratives sous réserve des obligations de représentation obligatoire par avocat, y compris ceux liés aux mesures d'expertise.	Code de justice administrative, code de procédure civile et code de procédure pénale

Article 2 : Subdélégation pleine et entière est consentie pour tous les domaines référencés sous l'article 1 ci-dessus au profit de :

- Monsieur Hubert THIBAUDAT, Directeur adjoint Exploitation jusqu'au 13/11/09 et Monsieur Antoine VOGRIG, Directeur adjoint Exploitation à compter du 1/10/09.

- Monsieur Jérôme GIURICI, Directeur adjoint Ingénierie.

Article 3 : Subdélégation de signature est donnée partiellement, dans les domaines suivants référencés à l'article 1, aux personnes désignées ci-après :

1 - Monsieur Didier OLHMANN, Chef du Service Politique Routière, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.2 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.1 – B.2 – C.1 – C.3 – C.5 – C.6 – C.10 – C.13.

2 - Monsieur David MAZOYER, Chef de la Division d'exploitation de Metz, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 – C.8 – C.11 – C.12 – C.13, sur le périmètre de la Division d'exploitation de Metz.

3 - Monsieur Jean SCHLOSSER, Chef de la Division d'exploitation de Besançon, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 – C.8 – C.11 – C.12 – C.13, sur le périmètre de la Division d'exploitation de Besançon.

4 - Monsieur Vincent JUNG, chef du Secrétariat général, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : B.1 – C.12 – D.1 – D.2.

Article 4 : En cas d'absence ou d'empêchement des fonctionnaires désignés sous l'article 3 du présent arrêté, la subdélégation de signature qui leur est confiée sera exercée par l'agent chargé de leur intérim, par décision de M. le directeur interdépartemental des routes- Est ou, à défaut de cette décision :

1 - en remplacement de Monsieur Didier OLHMANN, Chef du Service Politique Routière :

* par Monsieur Pierre VEILLERETTE, Chef-adjoint du Service Politique Routière, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.2 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.1 – B.2 – C.1 – C.3 – C.5 – C.6 – C.10 – C.13.

2 - en remplacement de Monsieur David MAZOYER, Chef de la Division d'exploitation de Metz :

* par Madame Véronique CARPENTIER, adjointe du chef de la Division d'exploitation de Metz, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 – C.8 – C.11 – C.12 – C.13.

* par Monsieur Frédéric DAVID, Chef de la Division d'exploitation de Strasbourg, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 – C.8 – C.11 – C.12 – C.13.

* par Monsieur Jean SCHLOSSER, Chef de la Division d'exploitation de Besançon, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 – C.8 – C.11 – C.12 – C.13.

3 - en remplacement de Monsieur Jean SCHLOSSER, Chef de la Division d'exploitation de Besançon :

* par Monsieur Michel LAURENT, adjoint du chef de la Division d'exploitation de Besançon, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 – C.8 – C.11 – C.12 – C.13.

* par Monsieur Frédéric DAVID, Chef de la Division d'exploitation de Strasbourg, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 – C.8 – C.11 – C.12 – C.13.

* par Monsieur David MAZOYER, Chef de la Division d'exploitation de Metz, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 – C.8 – C.11 – C.12 – C.13.

4 - en remplacement de Monsieur Vincent JUNG, chef du secrétariat général :

* par Monsieur Vincent THIRIET, responsable de la cellule des ressources humaines, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : B.1.

* par Monsieur Frédéric DAVRAINVILLE, responsable de la cellule juridique, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : D.1 – D.2.

* par Mademoiselle Maud MARCHAL, assistante du responsable de la cellule juridique, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : D.1 – D.2.

* par Madame Patricia BOURRIER, assistante du responsable de la cellule juridique, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : D.1 – D.2.

Article 5 : Subdélégation de signature est donnée partiellement, dans les domaines suivants référencés à l'article 1, et sur leur territoire de compétence, aux personnes désignées ci-après :

1 - Monsieur Joël LAQUENAIRE, Chef du District de Nancy jusqu'au 31/08/09 et Monsieur Pierre SIBI, Chef du District de Nancy à compter du 1/09/09, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

2 - Monsieur Alain FABRE, Chef du District de Metz, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

3 - Monsieur Gilles GUILLEMAIN, Chef du District de Remiremont, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

Article 6 : En cas d'absence ou d'empêchement des fonctionnaires désignés sous l'article 5 du présent arrêté, la subdélégation de signature qui leur est confiée sera exercée par l'agent chargé de leur intérim, par décision de M. le directeur interdépartemental des routes Est ou, à défaut de cette décision :

1 - en remplacement de Monsieur Joël LAQUENAIRE, Chef du District de Nancy :

* par Monsieur Alain MAHLE, adjoint au chef de district de Nancy, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur Xavier CHAPUT, Chef du District de Besançon, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur Alain FABRE, Chef du District de Metz, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur Gilles GUILLEMAIN, Chef du District de Remiremont, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur Jérôme PFAFF, Chef du District de Mulhouse, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur Benjamin PUGI, Chef du District de Vitry-le-François, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur Bernard SCHMITT, Chef du District de Strasbourg, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

2 - en remplacement de Monsieur Alain FABRE, Chef du District de Metz :

* par Monsieur François LECROQ, adjoint au chef de district de Metz, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur Xavier CHAPUT, Chef du District de Besançon, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur Gilles GUILLEMAIN, Chef du District de Remiremont, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur Joël LAQUENAIRE, Chef du District de Nancy jusqu'au 31/08/09 et Monsieur Pierre SIBI, Chef du District de Nancy à compter du 1/09/09, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur Jérôme PFAFF, Chef du District de Mulhouse, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

- * par Monsieur Benjamin PUGI, Chef du District de Vitry-le-François, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.
- * par Monsieur Bernard SCHMITT, Chef du District de Strasbourg, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.
- 3 - en remplacement de Monsieur Gilles GUILLEMAIN, Chef du District de Remiremont :
- * par Monsieur Sébastien JEANGEORGES, adjoint au chef de district de Remiremont, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.
- * par Monsieur Xavier CHAPUT, Chef du District de Besançon, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.
- * par Monsieur Alain FABRE, Chef du District de Metz, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.
- * par Monsieur Joël LAQUENAIRE, Chef du District de Nancy jusqu'au 31/08/09 et Monsieur Pierre SIBI, Chef du District de Nancy à compter du 1/09/09, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.
- * par Monsieur Jérôme PFAFF, Chef du District de Mulhouse, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.
- * par Monsieur Benjamin PUGI, Chef du District de Vitry-le-François, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.
- * par Monsieur Bernard SCHMITT, Chef du District de Strasbourg, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

Article 7 : Le présent arrêté emporte abrogation de l'arrêté n°2009/DIR-Est/SG/CJ/54-02 du 26 juin 2009 portant subdélégation de signature, pris par M. Georges TEMPEZ, Directeur de la direction interdépartementale des routes Est.

Article 8 : Il est rappelé la décision prise par le préfet de Meurthe-et-Moselle de se réserver les correspondances adressées :

- à la présidence de la République et au Premier Ministre,
- aux ministres,
- aux parlementaires,

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

- au préfet de Région et au président du Conseil Régional,
- au président du Conseil Général,
- au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

Article 9 : Le Secrétaire Général de la direction interdépartementale des routes - Est sera chargé de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise au Trésorier payeur général de Meurthe-et-Moselle, pour information.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 27 juillet 2009

Le directeur interdépartemental des routes - Est,
Georges TEMPEZ

Division d'exploitation de Metz

Extrait de l'arrêté n° 2009-DIR-Est-M-54-043 en date du 20 juillet 2009 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de raccordement de la déviation de Saint-Clément à la 2x2 voies existante, RN 59 (PR 7+700 au PR 3+300)

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,

Considérant qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1^{er} : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il régleme la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en oeuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	RN 59	
POINTS REPERES (PR) et SENS	Sens Lunéville vers Saint Dié des Vosges : PR4+100 à 8+500 Sens Saint-Dié des Vosges vers Lunéville : PR 8+500 à 5+100	
SECTION	Moncel -lès-Lunéville / Saint-Clément	
NATURE DES TRAVAUX	Travaux de raccordement de la déviation de Saint Clément à la 2X2 voies existante	
PERIODE GLOBALE	27 juillet 2009 au 23 octobre 2009	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Déviation par RD 590 (ancienne RN59) entre l'échangeur de Gerbéviller et celui de Betailgne avec : - Sens Lunéville vers Saint-Dié : mise à double sens de la bretelle d'entrée « Gerbéviller vers Lunéville » et déviation du trafic par la RD 590 en basculant le trafic sur l'autre chaussée par l'ITPC du PR 5+200 avant de rejoindre le giratoire de l'échangeur de Gerbéviller et la RD 590. - Sens Saint-Dié vers Lunéville : déviation de la circulation sur la RD 590 depuis le giratoire de Betailgne jusqu'à l'échangeur de Gerbéviller. Dans le basculement de circulation RN 59/RD 950 mise en place d'une limitation de vitesse de 50km/h et 70 km/h	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - SMO Lorraine	MISE EN PLACE PAR : - SIR de Nancy/SETN 3 sous le contrôle du district de Nancy

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	DATE	PR. ET SENS	DESCRIPTION DES TRAVAUX	DEVIATION MISE EN PLACE
3a	27/07/09 au 07/08/09	Bretelle d'entrée « Gerbéviller vers Lunéville » ITPC PR 5+200	Échangeur de Gerbéviller : mise à double sens, hors circulation sauf riverain, de la bretelle d'entrée « Gerbéviller vers Lunéville » Préparation ITPC PR 5+200 pour basculement de circulation	Déviations de la circulation des usagers par la RD 590 lors des travaux d'élargissement de la bretelle. Neutralisation des voies rapides lors des travaux sur ITPC
3b	10/08/09 au 23/10/09	Sens Lunéville vers Saint-Dié : PR4+100 à 8+500	Travaux de raccordement de la déviation de Saint-Clément à la 2X2 voies existante et construction du bassin de rétention BR1	Déviations par RD 590 (ancienne RN59) entre échangeurs de Gerbéviller et de Baigne avec : - Sens Lunéville vers Saint-Dié : basculement du trafic sur l'autre chaussée par l'ITPC du PR 5+200 et déviation par bretelle à double sens, giratoire et RD 590. - Sens Saint-Dié vers Lunéville : déviation de la circulation sur la RD 590 depuis le giratoire de Baigne jusqu'à l'échangeur de Gerbéviller.
3c	23/10/09 à déc. 09			Remise en circulation sur la 2X2 actuelle en empruntant une partie de la 2X2 neuve avec sortie à Baigne sur bretelle à double sens
3d	2 semaines en déc. 09	Echangeur de Be- taigne : bretelle d'entrée	Construction bretelle d'entrée	Déviations par RD 590

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle,
- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein des communes de Laronxe et Moncel-lès-Lunéville,
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse,
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes - Est, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Meurthe et Moselle, Monsieur le Commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace et Monsieur le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Une ampliation sera adressée pour affichage et/ou publication à :

- Messieurs les Maires des communes de Laronxe et Moncel-lès-Lunéville.

Une ampliation sera adressée pour information à :

- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,
- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Monsieur le Directeur de la société SCREG EST.

Moulins lès Metz, le 20 juillet 2009

Pour le secrétaire général chargé de l'administration de l'Etat dans le département,
et par délégation,
Le chef de la division d'exploitation de Metz,
David MAZOYER

Extrait de l'arrêté n° 2009-DIR-Est-M-54-049 en date du 4 août 2009 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de fauchage sur la RN 52

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1^{er} : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en oeuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	RN 52	
POINTS REPERES (PR) et SENS	6+000 à 14+200 et 18+200 à 20+000 : Sens Metz ==> Belgique 20+000 à 18+200 : Sens Belgique ==> Metz	
SECTION	Section courante	
NATURE DES TRAVAUX	Fauchage de l'accotement (Passe de confort)	
PERIODE GLOBALE	Le vendredi 07 août 2009	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Neutralisation de la voie de droite	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - CEI de Villers-la-Chèvre	MISE EN PLACE PAR : - CEI de Villers-la-Chèvre

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	Date/Heure	PR et SENS	SYSTEMES D'EXPLOITATION	RESTRICTIONS DE CIRCULATION
	7 août 2009	6+000 à 14+200 18+200 à 20+000 Sens 1 20+000 à 18+200 Sens 2	Neutralisation de la voie de droite schémas CF113b du Volume 2	Néant

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle,
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes - Est, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Meurthe et Moselle et Monsieur le Commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Une ampliation sera adressée pour information à :

- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,
- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipeement de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR.

Moulins lès Metz, le 4 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le chef de la division d'exploitation de Metz,
David MAZOYER

Extrait de l'arrêté n° 2009-DIR-Est-M-54-050 en date du 4 août 2009 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de pose d'un gabarit sur A 330 ouvrage N° 040

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1^{er} : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en oeuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	A 330	
POINTS REPERES (PR) et SENS	Travaux PR 1,243 Zone de chantier PR 0+100 au PR 2+600	
SECTION		
NATURE DES TRAVAUX	Remplacement corniches et garde -corps sur OA A330-040 passage supérieur	
PERIODE GLOBALE	10 août au 15 Novembre 2009	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Neutralisation VD sens Nancy/Epinal Neutralisation VD sens Epinal/Nancy Neutralisation VG sens Nancy/Nancy par FLR pose tours mills en TPC Interdiction de doubler, vitesse limitée à 90 km/h Pose de panneau de gabarit au droit de l'ouvrage B 12 (5,40m) Micro coupure avec les forces de l'ordre et vitesse limitée à 50 km/h à partir du biseau de rabatement.	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - District de Nancy CEI de Fléville	MISE EN PLACE PAR : - CEI de Fléville

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	DATE	PR. ET SENS	DESCRIPTION DES TRAVAUX	DEVIATION MISE EN PLACE
	10 août 2009 au 15 novembre 2009	Gabarit de l'A330	Hauteur la + défavorable sens Epinal-Nancy Hauteur en phase travaux 5,47m sur voie de droite et 5,60m sur voie de gauche sens Nancy-Epinal Pose Panneaux gabarit hauteur limitée à 5,40m de part et d'autre de l'OA A330-040 et bretelle Vandoeuvre/ Epinal	RAS
	10 au 11 août 2009 de nuit	Pose Gabarit AK5 PR 0,100 sens +	Neutralisation de voie de droite + micro coupures à l'avancement des travaux:	
	11 au 12 août 2009 de nuit	AK5PR 2,600 sens -	Pose tours de type mill Pose IPN sur tours de type mills nécessitant une micro coupure Pose traverses Pose platelage nécessitant une micro coupure Limitation de vitesse à 50 km/H au droit du chantier à partir du biseau	

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle,
- message radiophonique sur radio (Radio Bleu Sud Lorraine),
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes - Est, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Meurthe et Moselle et Monsieur le Commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Une ampliation sera adressée pour affichage et/ou publication à :

- Monsieur le Président de la C.U.G.N. de Nancy.

Une ampliation sera adressée pour information à :

- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,
- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipement de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy, responsable du SMUR,
- Monsieur le Directeur de la société Demathieu et Bard.

Moulins lès Metz, le 4 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le chef de la division d'exploitation de Metz,
David MAZOYER

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

Arrêté du 2 juillet 2009 portant subdélégation de signature de l'ordonnateur secondaire

Le directeur départemental,

VU la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;
VU la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances de l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics, modifiée par le décret n° 98-81 du 11 février 1998 et par la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 ;
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret n° 92-1369 du 29 décembre 1992 ;
VU le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et notamment ses articles 20, 21 et 28 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;
VU le décret du président de la République du 23 mars 2009 nommant Monsieur François MALHANCHE secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;
VU le décret du président de la République en conseil des ministres du 4 juin 2009 nommant M. Hugues PARANT préfet du Var ;
VU les arrêtés interministériels des 21 décembre 1982 et 27 décembre 1983 portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués pour l'exécution du budget du ministère des affaires sanitaires et sociales ;
VU l'arrêté ministériel du 14 août 2008 nommant Monsieur Daniel BOUFFIER en qualité de directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe et Moselle à compter du 1^{er} septembre 2008 ;
VU l'arrêté préfectoral n° 09.OSD.09 du 26 juin 2009 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne responsable des marchés publics à M. Daniel BOUFFIER, directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, et notamment son article 4 ;
VU l'arrêté préfectoral n° 09.OSD.16 du 1^{er} juillet 2009 modifiant l'arrêté n° 09.OSD.16 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire ;

ARRETE

Article 1^{er} : Délégation est donnée à :

- Mme BARBASTE Claudine, Directrice Adjointe,
- Mme MAITRE Marie-Hélène, Directrice Adjointe,
- Mme DEMPT Brigitte, Inspectrice Hors classe,
- Mme GEYER Stéphanie, Inspectrice Principale,
- M. KRIN Philippe, Inspecteur Principal,
- M. MARTINEZ José-Luis, Inspecteur,

à l'effet de signer tous documents relatifs, d'une part à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des dépenses de l'Etat, et d'autre part, à la liquidation et à l'émission des recettes de l'Etat imputées au titre des programmes suivants :

- Programme 104 (chapitre 0104) – Intégration et accès à la nationalité française
- Programme 106 (chapitre 0106) – Action en faveur des familles vulnérables
- Programme 124 (chapitre 0124) – Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales
- Programme 157 (0157) – Handicap et dépendance
- Programme 177 (chapitre 0177) – Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables
- Programme 183 (chapitre 0183) – Protection maladie
- Programme 303 (0303) – Accueil des étrangers et Intégration

Article 2 : La présente délégation ne concerne ni les éventuels ordres de réquisition du comptable public, ni les éventuelles propositions de passer outre aux avis défavorables du trésorier payeur général, qui restent soumis à la signature de M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle.

Article 3 : La signature des agents habilités par le présent arrêté est accréditée auprès de M. le Trésorier Payeur Général de Meurthe-et-Moselle et M. le Trésorier Payeur Général de Moselle, qui en recevront un exemplaire comportant les spécimens de signature.

Article 4 : M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, Mme BARBASTE Claudine, Mme MAITRE Marie-Hélène, Mme DEMPT Brigitte, Mme GEYER Stéphanie, M. KRIN Philippe, M. MARTINEZ José-Luis, M. le Trésorier Payeur Général de Moselle, M. le Trésorier Payeur Général de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des Actes Administratifs.

Nancy, le 2 juillet 2009

Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
Daniel BOUFFIER

Arrêté du 3 août 2009 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Daniel BOUFFIER, directeur départemental des affaires sanitaires et sociales

Le directeur départemental,

VU
- le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment l'article 38 4°,
- l'arrêté ministériel en date du 14 août 2008 nommant Monsieur Daniel BOUFFIER, directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle,
- l'arrêté préfectoral n° 09.BMSSE.92 en date du 27 juillet 2009 accordant délégation de signature à Monsieur Daniel BOUFFIER, directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle ainsi que l'ensemble des textes visés par cet arrêté,

ARRETE

Article 1^{er} : En application de l'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 09.BMSSE.92 en date du 27 juillet 2009 accordant délégation de signature à Monsieur Daniel BOUFFIER, directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle, la délégation qui lui est conférée est, en cas d'absence ou d'empêchement, exercée par Madame Claudine BARBASTE, directrice adjointe des affaires sanitaires et sociales à la DDASS de Meurthe-et-Moselle et par Madame Marie-Hélène MAITRE, directrice adjointe des affaires sanitaires et sociales à la DDASS de Meurthe-et-Moselle.

Article 2 : En cas d'absence simultanée de Monsieur Daniel BOUFFIER, de Madame Claudine BARBASTE et de Madame Marie-Hélène MAITRE, la délégation de signature est exercée, chacun en ce qui le concerne, par :

- Madame Arielle BRUNNER, médecin inspecteur de santé publique,
- Madame Jeanne CHATRY GISQUET, inspectrice de l'action sanitaire et sociale,
- Madame Hélène DALLAIRE, médecin inspecteur de santé publique,
- Madame Brigitte DEMPT, inspectrice hors classe de l'action sanitaire et sociale,
- Madame Noëlle De SILVESTRI, conseillère technique en travail social,
- Madame Evelynne DITTE, inspectrice de l'action sanitaire et sociale,

- Madame Stéphanie GEYER, inspectrice principale de l'action sanitaire et sociale,
- Madame Michèle HERIAT, inspectrice de l'action sanitaire et sociale,
- Monsieur Philippe KRIN, inspecteur principal de l'action sanitaire et sociale,
- Monsieur Jean-Marc LE MOIGNE, inspecteur de l'action sanitaire et sociale,
- Monsieur José-Luis MARTINEZ, inspecteur de l'action sanitaire et sociale,
- Madame Stéphanie MONIOT, ingénieur d'études sanitaires,
- Madame Régine PARIZOT, inspectrice de l'action sanitaire et sociale,
- Mademoiselle Marie-Agnès PILARD, ingénieur d'études sanitaires,
- Madame Lydie REVOL, médecin inspecteur de santé publique,
- Madame Martine RICARD, inspectrice de l'action sanitaire et sociale,
- Monsieur Manuel RODICQ, ingénieur d'études sanitaires,
- Monsieur Philippe ROMAC, ingénieur du génie sanitaire.

Article 3 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de Monsieur le préfet, les correspondances adressées :

1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,

2°) aux ministres,

3°) aux parlementaires,

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

4°) au préfet de région et au président du conseil régional,

5°) au président du conseil général,

6°) au président de la communauté urbaine du grand Nancy.

Article 4 : Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle et les bénéficiaires de la présente subdélégation de signature, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. le trésorier payeur général.

Nancy, le 3 août 2009

Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
Daniel BOUFFIER

Arrêté du 4 août 2009 portant subdélégation de signature de l'ordonnateur secondaire

Le directeur départemental,

VU la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;

VU la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics, modifiée par le décret n° 98-81 du 11 février 1998 et par la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret n° 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et notamment ses articles 20, 21 et 28 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

VU le décret du président de la République du 3 juillet 2009 nommant Monsieur Dominique BELLION préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU les arrêtés interministériels des 21 décembre 1982 et 27 décembre 1983 portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués pour l'exécution du budget du ministère chargé des affaires sanitaires et sociales ;

VU l'arrêté ministériel du 14 août 2008 nommant Monsieur Daniel BOUFFIER en qualité de directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe et Moselle à compter du 1^{er} septembre 2008 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 09.OSD.29 du 27 juillet 2009 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à M. Daniel BOUFFIER, directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, et notamment son article 4 ;

ARRETE

Article 1^{er} : Délégation est donnée à :

- Mme BARBASTE Claudine, Directrice Adjointe,
- Mme MAITRE Marie-Hélène, Directrice Adjointe,
- Mme DEMPT Brigitte, Inspectrice Hors classe,
- Mme GEYER Stéphanie, Inspectrice Principale,
- M. KRIN Philippe, Inspecteur Principal,
- M. MARTINEZ José-Luis, Inspecteur,

à l'effet de signer tous documents relatifs, d'une part à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des dépenses de l'Etat, et d'autre part, à la liquidation et à l'émission des recettes de l'Etat imputées au titre des programmes suivants :

- Programme 106 (chapitre 0106) – Action en faveur des familles vulnérables
- Programme 124 (chapitre 0124) – Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales
- Programme 157 (0157) – Handicap et dépendance
- Programme 177 (chapitre 0177) – Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables
- Programme 183 (chapitre 0183) – Protection maladie
- Programme 303 (chapitre 0303) – Accueil des étrangers et Intégration

Article 2 : La présente délégation ne concerne ni les éventuels ordres de réquisition du comptable public, ni les éventuelles propositions de passer outre aux avis défavorables du trésorier payeur général, qui restent soumis à la signature de M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle.

Article 3 : La signature des agents habilités par le présent arrêté est accréditée auprès de M. le Trésorier Payeur Général de Meurthe-et-Moselle et M. le Trésorier Payeur Général de Moselle, qui en recevront un exemplaire comportant les spécimens de signature.

Article 4 : M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, Mme BARBASTE Claudine, Mme MAITRE Marie-Hélène, Mme DEMPT Brigitte, Mme GEYER Stéphanie, M. KRIN Philippe, M. MARTINEZ José-Luis, M. le Trésorier Payeur Général de Moselle, M. le Trésorier Payeur Général de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 4 août 2009

Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
Daniel BOUFFIER

Service solidarité - autonomie

Extrait de l'arrêté 2009 DDASS / SSA / n° 211 – DISAS / DIRECTION PA/PH n° 295 du 30 juillet 2009 portant autorisation au centre communal d'action sociale de Jarville de procéder à l'extension de la capacité d'accueil de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes « Le Haut du Bois » à Jarville par la création de 5 places d'hébergement permanent

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

Le Président du conseil général
de Meurthe-et-Moselle

Considérant que le Centre communal d'action sociale de JARVILLE souhaite en fait, au travers de cette extension de 5 places, favoriser l'accueil de couples dans l'établissement, la superficie des logements existants le permettant aisément ;
Considérant que la demande tend à s'inscrire dans l'orientation n°13 du schéma gérontologique 2009-2013 « Contribuer à l'amélioration de la qualité des prestations par une individualisation accrue de l'accompagnement de chaque résident » ;
Considérant que le projet répond aux objectifs du Programme Interdépartemental d'Accompagnement des Handicaps et de la Perte d'Autonomie (PRIAC) ;

Considérant que cette extension n'aura aucune incidence sur le coût de fonctionnement de la section budgétaire dépendance de la maison de retraite « Le Haut du Bois », les moyens en personnel attribués restant identiques ;

Considérant que le coût de fonctionnement pour la section budgétaire soins de ce projet est compatible avec le montant de l'enveloppe de financement des sections soins des établissements d'hébergement médico-sociaux pour personnes âgées dépendantes, notifiée pour la Meurthe-et-Moselle par la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie ;

ARRETEMENT

Article 1^{er} : Le Centre communal d'action sociale de JARVILLE est autorisé à augmenter la capacité d'accueil de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes « Le Haut du Bois » à JARVILLE, par la création de 5 places d'hébergement permanent à compter du 1^{er} janvier 2009.

La capacité de l'établissement est ainsi fixée à 65 places d'hébergement permanent, dont 10 places en chambres à 2 lits, et 1 place d'hébergement temporaire.

Article 2 : La présente autorisation ne vaut pas habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale départementale.

Article 3 : La présente autorisation vaut autorisation à dispenser des prestations prises en charge par l'Etat ou les organismes de sécurité sociale, et par le Département, au titre de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie.

Article 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy – 5 places Carrière CO 38 54 036 Nancy Cedex – dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, le directeur général des services du département et le directeur de la solidarité et de l'action sociale du département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin des actes administratifs du département et au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et sera adressé à Monsieur le Président du Centre communal d'action sociale de JARVILLE.

Nancy, le 30 juillet 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Pour le président du conseil général
La vice-présidente déléguée au développement social
et aux personnes âgées et handicapées,
Michèle PILOT

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE*Service aménagement durable, urbanisme, risques*

Commune d'Igney - Extrait de l'arrêté n° 2009/DDEA54/ADUR/030 du 24 juillet 2009 - Approbation de la carte communale en application de l'article R. 124-7 du code de l'urbanisme

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,

Considérant que le document respecte les objectifs visés à l'article L. 110 du code de l'urbanisme ;

ARRETEMENT

Article 1^{er} : La carte communale d'IGNEY qui précise les modalités d'application des Règles Nationales d'Urbanisme, est approuvée.

Article 2 : Le dossier comprend :

- le rapport de présentation,
- un plan de zonage au 1/2 000^e,
- un plan de zonage au 1/5 000^e.
- une cartographie des aléas

Article 3 : La délibération et l'arrêté préfectoral qui approuvent la carte communale sont affichés pendant un mois en mairie. Mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Article 4 : En vertu de l'article L. 422-1 du code de l'urbanisme, les permis de construire seront délivrés par le maire au nom de la commune.

L'assistance technique des services de l'Etat en matière de permis de construire pourra s'exercer conformément à l'article L. 422-8 du code de l'urbanisme.

Article 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture et le maire d'IGNEY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 24 juillet 2009

Le secrétaire général
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,
François MALHANCHE

DIRECTION DES ARCHIVES DEPARTEMENTALES

Arrêté du 3 août 2009 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de Mme Hélène SAY, directrice des archives départementales

La directrice départementale,

VU - la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

- le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment l'article 38 4°,

- l'arrêté ministériel en date du 20 mars 2003 nommant Mme Hélène SAY, directrice des archives départementales de Meurthe-et-Moselle,

- l'arrêté préfectoral n° 2009.BMSSE.95 en date du 27 juillet 2009 portant délégation de signature à Mme Hélène SAY, directrice des archives départementales, ainsi que l'ensemble des textes visés par cet arrêté,
- la décision ministérielle du 3 juillet 2009 portant affectation de Mme Magali LACHÈVRE aux archives départementales de Meurthe-et-Moselle à compter du 1^{er} juillet 2009,

ARRETE

Article 1^{er} - En application de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 2009.BMSSE.95 en date du 27 juillet 2009 accordant délégation de signature à Mme Hélène SAY, directrice des archives départementales, délégation est donnée à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences, à Mme Magali LACHÈVRE, conservatrice du patrimoine, directrice adjointe.

Article 2 - Le préfet de Meurthe-et-Moselle et la directrice des archives départementales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à M. le trésorier payeur général.

Nancy, le 3 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des archives départementales,
Hélène SAY

SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Arrêté du 31 juillet 2009 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Alexander ENTZER, chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine de Meurthe-et-Moselle par intérim

Le chef de service,

VU

- la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
- le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment l'article 38 4°,
- le décret n°79-180 du 6 mars 1979 instituant les services départementaux de l'architecture, ensemble les textes visés par ce décret, modifié par le décret n°96-492 du 4 juin 1996,
- le courrier du ministère de la culture et de la communication demandant à M. Alexander ENTZER d'assurer l'intérim du chef de service départemental de l'architecture et du patrimoine de Meurthe-et-Moselle en date du 18 février 2009
- l'arrêté préfectoral n° 09.BMSSE.94 en date du 27 juillet 2009 portant délégation de signature à M. Alexander ENTZER, chef du Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine de Meurthe-et-Moselle par intérim, ainsi que l'ensemble des textes visés par cet arrêté,

ARRETE

Article 1^{er} - En application de l'article 3 de l'arrêté préfectoral n° 09.BMSSE.94 en date du 27 juillet 2009 accordant délégation de signature à M. Alexander ENTZER, chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine de Meurthe-et-Moselle par intérim, délégation est donnée à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences, à l'agent suivant :

- M. Philippe ALLEE, ingénieur des services culturels, adjoint au chef de service.

Article 2 - Le préfet de Meurthe-et-Moselle et le chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à M. le trésorier payeur général.

Nancy, le 31 juillet 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine par intérim,
Alexander ENTZER

AVIS ET COMMUNICATIONS**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****SERVICE DES RESSOURCES HUMAINES ET DES MOYENS**

Bureau des ressources humaines et financières

Avis de recrutement sans concours de deux adjoints administratifs de 2^{ème} classe de l'intérieur et de l'outre-mer du 3 août 2009

Conformément à l'arrêté du ministre de l'Intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales du 16 juillet 2009, la préfecture de Meurthe-et-Moselle est autorisée à recruter sans concours des adjoints administratifs de 2^{ème} classe de l'intérieur et de l'outre-mer (postes localisés en juridictions administratives).

NOMBRE DE POSTES : 2 (Cour administrative d'appel de NANCY, Tribunal administratif de NANCY)

DATE PREVUE DU RECRUTEMENT : 1^{er} octobre 2009

DOSSIER DE CANDIDATURE :

Le dossier de candidature peut être retiré à la Cour administrative d'appel de Nancy et/ou au Tribunal administratif de NANCY ou sur le site internet www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr ; il devra comporter une lettre de candidature et un curriculum vitae détaillé.

Les dossiers sont à retourner UNIQUEMENT PAR VOIE POSTALE à :

Monsieur le Conseiller d'Etat
Président de la Cour administrative d'appel
6 rue du Haut Bourgeois - 54035 NANCY CEDEX

DATE LIMITE DE DEPOT DES CANDIDATURES :

- 3 septembre 2009 – terme de rigueur (cachet de la poste faisant foi)

CONDITIONS A REMPLIR PAR LES CANDIDATS :

- être de nationalité française ou être ressortissant de l'un des Etats membres de l'Union européenne ou de l'Espace économique européen. Une personne en cours de naturalisation ou d'obtention d'une nationalité européenne peut être recrutée dans la mesure où l'aboutissement de la procédure n'apparaît pas comme excessivement incertaine ou s'inscrivant dans un calendrier manifestement incompatible avec le recrutement ;
- jouir de ses droits civiques ;
- avoir rempli ses obligations au regard du service national ;
- remplir les conditions d'aptitude physique exigées pour l'exercice de la fonction,
- les mentions portées au bulletin n° 2 du casier judiciaire doivent être compatibles avec l'exercice de la fonction.

Seuls les candidats déclarés admissibles par la commission de sélection seront convoqués à un entretien de sélection.

Nancy, le 3 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT**DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE***Service aménagement durable, urbanisme, risques***Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 8696 du 5 août 2009 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Lunéville**

Par arrêté préfectoral n° 8696 en date du 5 août 2009, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation BTA de 36 logement AKERYS 61bis rue de Vic, sur la commune de Lunéville.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 27357 du 7 août 2009 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Lunéville

Par arrêté préfectoral n° 27357 en date du 7 août 2009, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de la création du poste « Haxo » rue Haxo sur la commune de Lunéville.

AUTRES SERVICES**CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY****Avis de concours interne sur titres de cadre de santé - filière infirmière - du 3 août 2009**

Référence : Décret n° 2001-1375 du 31 décembre 2001 modifié portant statut particulier des corps des cadres de santé de la fonction publique hospitalière.

Un concours interne sur titres est organisé au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY (Meurthe et Moselle) en vue de pourvoir :

↳ 12 postes de Cadre de Santé – Filière infirmière au CHU de NANCY

I - CONDITIONS D'INSCRIPTION

Le concours est ouvert :

① Aux fonctionnaires hospitaliers

↳ titulaires du diplôme de cadre de santé ou certificat équivalent relevant des corps régis par le décret n° 88-1077 du 30 novembre 1988 comptant au 1^{er} janvier de l'année du concours (soit au 01/01/09), au moins cinq ans de services effectifs accomplis dans un ou plusieurs des corps précités,

② Aux agents non titulaires de la fonction publique hospitalière,

↳ titulaires de l'un des diplômes d'accès à l'un des corps précités et du diplôme de cadre de santé, ayant accompli au moins 5 ans de services publics effectifs en qualité de personnel de la filière infirmière.

Les candidats titulaires des certificats suivants sont dispensés de la détention du diplôme de cadre de santé pour se présenter au concours : Certificat de cadre Infirmier, Certificat d'aptitude aux fonctions d'infirmier surveillant, Certificat d'aptitude aux fonctions d'infirmier moniteur, Certificat d'aptitude aux fonctions d'infirmier cadre de santé publique, Certificat de cadre infirmier de secteur psychiatrique, Certificat de moniteur de formation professionnelle du personnel soignant de secteur psychiatrique.

II - RÉCEPTION ET CLOTURE DES INSCRIPTIONS

Le dossier d'inscription à ce concours est à retirer ou à demander par courrier, contre l'envoi d'une enveloppe à vos noms et adresse - affranchie à 1,35 € - format 21 x 29,7 à :

C.H.U. de NANCY
Direction des Ressources Humaines
Unité G.P.E. – Service Concours – Bureau n° 18
29 Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny - C.O. n° 60034
54035 NANCY CEDEX

Le dossier, dûment rempli et accompagné de toutes pièces justificatives, peut être valablement déposé à cette même adresse ou adressé au choix - sous pli recommandé, le cachet de la poste faisant foi.

**UN DÉLAI DE 2 MOIS EST IMPARTI POUR DÉPOSER LE DOSSIER D'INSCRIPTION
A COMPTER DE LA DATE DE PUBLICATION DE CET AVIS**

Nancy, le 3 août 2009

Le directeur des ressources humaines,
Gérard STARK

Avis de concours externe sur titres de cadre de santé - filière infirmière - du 3 août 2009

Référence : Décret n° 2001-1375 du 31 décembre 2001 modifié portant statut particulier des corps des cadres de santé de la fonction publique hospitalière.

Un concours externe sur titres est organisé au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY (Meurthe et Moselle) en vue de pourvoir :

↳ 1 poste de Cadre de Santé – Filière infirmière au CHU de NANCY

I - CONDITIONS D'INSCRIPTION

Le concours est ouvert aux candidats :

↳ titulaires des diplômes ou titres requis pour être recrutés dans les corps régis par le décret n°88-1077 du 30 novembre 1988 et du diplôme de cadre de santé, ou certificat équivalent ayant exercé dans le secteur privé ou public, une activité professionnelle de même nature et équivalente à celle des agents appartenant aux corps précités pendant au moins cinq ans à temps plein ou une durée de cinq ans d'équivalent temps plein.

Les candidats titulaires des certificats suivants sont dispensés de la détention du diplôme de cadre de santé pour se présenter au concours : Certificat de cadre Infirmier, Certificat d'aptitude aux fonctions d'infirmier surveillant, Certificat d'aptitude aux fonctions d'infirmier moniteur, Certificat d'aptitude aux fonctions d'infirmier cadre de santé publique, Certificat de cadre infirmier de secteur psychiatrique, Certificat de moniteur de formation professionnelle du personnel soignant de secteur psychiatrique.

II - RÉCEPTION ET CLOTURE DES INSCRIPTIONS

Le dossier d'inscription à ce concours est à retirer ou à demander par courrier, contre l'envoi d'une enveloppe à vos noms et adresse - affranchie à 1,35 € - format 21 x 29,7 à :

C.H.U. de NANCY
Direction des Ressources Humaines
Unité G.P.E. – Service Concours – Bureau n° 18
29 Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny - C.O. n° 60034
54035 NANCY CEDEX

Le dossier, dûment rempli et accompagné de toutes pièces justificatives, peut être valablement déposé à cette même adresse ou adressé au choix - sous pli recommandé, le cachet de la poste faisant foi.

UN DÉLAI DE 2 MOIS EST IMPARTI POUR DÉPOSER LE DOSSIER D'INSCRIPTION
A COMPTER DE LA DATE DE PUBLICATION DE CET AVIS

Nancy, le 3 août 2009

Le directeur des ressources humaines,
Gérard STARK

Avis de concours interne sur titres de cadre de santé - filière médico-technique - du 3 août 2009

Référence : Décret n° 2001-1375 du 31 décembre 2001 modifié portant statut particulier des corps des cadres de santé de la fonction publique hospitalière.

Un concours interne sur titres est organisé au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY (Meurthe et Moselle) en vue de pourvoir :

- ↳ 1 poste de Technicien de Laboratoire Cadre de Santé
- ↳ 1 poste de Manipulateur d'Électroradiologie Médicale Cadre de Santé

I - CONDITIONS D'INSCRIPTION

Le concours est ouvert :

- ① Aux fonctionnaires hospitaliers
 - ↳ titulaires du diplôme de cadre de santé ou certificat équivalent relevant des corps régis par le décret n° 89-613 du 1^{er} septembre 1989 comptant au 1^{er} janvier de l'année du concours (soit au 01/01/09), au moins cinq ans de services effectifs accomplis dans un ou plusieurs des corps précités,
- ② Aux agents non titulaires de la fonction publique hospitalière,
 - ↳ titulaires de l'un des diplômes d'accès à l'un des corps précités et du diplôme de cadre de santé, ayant accompli au moins cinq ans de services publics effectifs en qualité de personnel de la filière médico-technique.

Les candidats titulaires des certificats suivants sont dispensés de la détention du diplôme de cadre de santé pour se présenter au concours : Certificat de cadre de laboratoire d'analyses de biologie médicale, Certificat de moniteur cadre manipulateur d'électroradiologie, Certificat de cadre manipulateur d'électroradiologie médicale

II - RÉCEPTION ET CLOTURE DES INSCRIPTIONS

Le dossier d'inscription à ce concours est à retirer ou à demander par courrier, contre l'envoi d'une enveloppe à vos noms et adresse - affranchie à 1,35 € - format 21 x 29,7 à :

C.H.U. de NANCY
Direction des Ressources Humaines
Unité G.P.E. – Service Concours – Bureau n° 18
29 Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny - C.O. n° 60034
54035 NANCY CEDEX

Le dossier, dûment rempli et accompagné de toutes pièces justificatives, peut être valablement déposé à cette même adresse ou adressé au choix - sous pli recommandé, le cachet de la poste faisant foi.

UN DÉLAI DE 2 MOIS EST IMPARTI POUR DÉPOSER LE DOSSIER D'INSCRIPTION
A COMPTER DE LA DATE DE PUBLICATION DE CET AVIS

Nancy, le 3 août 2009

Le directeur des ressources humaines,
Gérard STARK

CENTRE HOSPITALIER RAVENEL DE MIRECOURT

Avis de concours sur titres de 16 postes de cadre de santé du 3 août 2009

Un concours sur titres aura lieu au centre hospitalier Ravenel dans les conditions fixées à l'article 2 du décret du 31 décembre 2001 portant statut particulier du corps des cadres de santé de la fonction publique hospitalière, en vue de pourvoir 16 postes de Cadre de Santé vacants dans les établissements et les filières suivantes :

- Centre Hospitalier VITTEL : 1 poste filière infirmière
- Centre Hospitalier REMIREMONT : 1 poste filière infirmière
- Centre Hospitalier SAINT DIE : 1 poste filière infirmière
- Centre Hospitalier RAVENEL : 2 postes filière infirmière
- Centre Hospitalier Jean Monnet : 2 postes filière infirmière
- Centre Hospitalier GERARDMER : 1 poste filière infirmière
- Centre Hospitalier NEUFCHATEAU : 3 postes filière infirmière

Concours sur titres interne :

Peuvent faire acte de candidature, les personnes titulaires du diplôme de Cadre de Santé ou certificat équivalent, comptant au moins 5 ans de services effectifs dans un corps de la filière dans laquelle elles postulent, le tout au 1^{er} janvier de l'année du concours.

La limite d'âge mentionnée ci-dessus est supprimée ou reculée conformément aux dispositions législatives ou réglementaires en vigueur.

Les demandes d'inscription au concours sont à adresser par courrier au :

CENTRE HOSPITALIER RAVENEL
Direction des Ressources Humaines
B.P.199 - 88507 MIRECOURT CEDEX

dans les 2 mois suivant la publication du présent avis au Recueil des Actes Administratifs.
Mirecourt, le 3 août 2009

Le directeur,
E. MOLINS

